



SEMAINE DE MICROFINANCE AU BURUNDI

Bujumbura, du 18 au 20 Mai 2016

NOTE DE PRESENTATION

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

C'est en 1985 que les premières initiatives de microfinance formelle voient le jour au Burundi avec le projet de promotion des coopératives d'épargne et de crédit « COOPEC », initié par le Gouvernement. Le phénomène va véritablement prendre son envol à partir de 2000 avec le retour progressif de la paix. Le nombre d'institutions ne cessent d'augmenter, comblant le vide laissé par les banques commerciales. Ce dynamisme est complété par la mise en place d'un cadre réglementaire en juillet 2006. L'Association professionnelle, RIM, est créée en 2002 pour apporter un appui aux établissements de microfinance visiblement soucieuses de renforcer leur professionnalisme, d'avoir un cadre d'échange et de concertation.

Il compte actuellement 23 institutions membres qui couvrent plus de 98% du volume d'activités en microfinance au Burundi.

La vision du RIM est de promouvoir de fortes Institutions de Microfinance répondant mieux aux besoins des populations à faibles revenus. Il a la mission de contribuer au développement des services financiers viables et efficaces en faveur de la population démunie ou à faibles revenus à travers des objectifs spécifiques dont les principaux sont :

- Le plaidoyer auprès du gouvernement, des bailleurs de fonds et des investisseurs en vue améliorer l'environnement juridique et politique ; accroître les ressources financières et la portée de la microfinance;
- La promotion du respect du code de déontologie et des règles d'éthique par les IMF;
- La promotion des échanges et la collaboration entre les acteurs du secteur;
- La promotion de la protection des usagers, l'éducation financière et la culture de l'épargne et du crédit;
- L'amélioration des performances des membres par le renforcement des capacités et l'appui technique (formation, échanges d'expériences, développement de nouveaux produits, professionnalisation, etc.) ;
- La promotion de l'image et la visibilité du secteur.

Un établissement public dénommé FORCE (Fonds pour la Relance, les Conseils et les Echanges en Microfinance) sera mis sur pied en 2007 par le Gouvernement du Burundi avec pour objet la mobilisation des ressources financières en vue d'améliorer l'accès aux services financiers pour la population ne bénéficiant pas du système bancaire classique.

Une politique et stratégie nationale de développement du secteur de la microfinance est adoptée, couvrant la période 2012 à 2016.

Ces actions vont permettre à la microfinance d'enregistrer des avancées remarquables et lui permettent de contribuer largement dans l'inclusion financière par rapport aux autres institutions financières impliquées selon l'enquête de la BRB de 2012 sur l'inclusion financière au Burundi. Mais en réalité, le secteur reste encore en deçà des attentes qui lui sont adressées. Le manque de professionnalisme des agents en l'absence d'une solide offre nationale de programmes de formations peut être incriminé, mais aussi le déficit d'éducation financière des usagers qui ne comprennent pas toujours et n'utilisent en conséquence pas pour le mieux les produits et services financiers qui leur sont proposés par les IMF.

Le secteur de la microfinance se caractérise en outre par sa concentration essentiellement urbaine avec une prédilection pour la capitale Bujumbura qui abrite plus de 2/3 des établissements en activité. Cette disparité explique une autre faiblesse qui est l'offre insignifiante de financements en faveur de l'agriculture et des autres activités rurales.

En fin de compte, la microfinance semble encore bien loin du défi d'améliorer significativement les conditions de vie des populations du Burundi, en contribuant à la lutte contre la pauvreté et les inégalités, par l'appui au développement d'une offre de services financiers adaptés aux besoins des populations, accessibles et abordables. Afin que la microfinance au Burundi et les différents appuis qu'elle reçoit de ses partenaires puissent relever les challenges qui lui sont proposés, il est impératif

d'inviter le secteur à une profonde réflexion sur ses orientations et pratiques et de créer une plateforme de dialogue entre lui et son public.

C'est dans cette optique que le Réseau des Institutions de Microfinance (RIM) envisage d'organiser un salon de microfinance à Bujumbura sous l'appellation de "Semaine de la Microfinance au Burundi », répondant ainsi à l'une de ses missions, à savoir la promotion et la dynamisation du secteur de la microfinance.

Plus précisément, le RIM voudrait à travers ce salon:

- Mobiliser les différentes parties prenantes de la microfinance au Burundi afin de susciter la réflexion sur les défis communs,
- Favoriser les échanges d'expériences avec les acteurs intérieurs et extérieurs du Burundi,
- Permettre à la profession de mieux se faire connaître par son public,

De nombreuses actions sont à l'actif du RIM, telle l'organisation de plusieurs ateliers de formation en faveur des agents des IMF, la participation active dans la recherche d'un cadre légal et réglementaire adéquat soutenant les activités de microfinance, la conduite de nombreux autres programmes de renforcement des capacités des acteurs en partenariat avec les bailleurs de fonds.

Ce dynamisme confère au RIM une légitimité certaine auprès de l'ensemble des parties prenantes de la microfinance (IMF, Etat, Bailleurs, consultants et autres prestataires de services à la microfinance) et augure d'une forte mobilisation autour de l'événement.

II- ORGANISATION

La semaine de microfinance au Burundi, jusqu'ici inédit, est un événement qui sera marqué par la tenue de deux plateaux concomitants et complémentaires :

- **Un plateau intellectuel** matérialisé par des conférences et échanges autour des principaux problèmes nationaux et internationaux de la microfinance. Les débats seront animés par des experts internationaux et l'intelligentsia locale qui proposera à l'auditoire ses réflexions sur la situation de la microfinance au

Burundi. Les praticiens locaux et sous régionaux seront conviés à partager leur vécu avec l'ensemble des participants.

- **Un plateau commercial** matérialisé par une foire - exposition permettant aux exposants de faire connaître aux visiteurs la diversité de l'offre de microfinance, que ce soit l'offre d'intermédiation financière (IMF), l'offre des services d'appui et de supervision (Administrations en charge de la supervision), les acteurs en charge de l'éducation financière auprès des jeunes, des femmes, des organisations paysannes, etc.

L'organisation est confiée à une Commission technique composée de 15 membres, ressortissants de l'administration en charge de la microfinance, des IMF, des organismes d'appui et du RIM.

III- PUBLIC

La Semaine de Microfinance au Burundi voudrait rassembler le plus vaste public national de la microfinance, tant du côté de l'offre que du côté de la demande. A ce titre, la communication ciblera les acteurs suivants sans que la liste ne soit exhaustive :

- Les prestataires de services de microfinance (IMF et banques), les ONG ayant des activités d'organisation de la population autour des caisses d'épargne ou d'éducation financière, la Poste finance) ;
- Les administrations en charge de la promotion et de la supervision de la microfinance;
- Les partenaires au développement intervenant en microfinance;
- Les prestataires de services divers à la microfinance (cabinets de formation, cabinets d'audit et de commissariat aux comptes, consultants, fournisseurs de matériels et logiciels informatiques;
- Les opérateurs de téléphonie, de monétique et autres moyens de paiement innovants;
- Les universités et centres de recherche s'intéressant à la microfinance;

- Les associations paysannes, Coopératives et autres formes de regroupement des usagers de la microfinance...
- Les représentants de l'administration locale, etc.

Un minimum de 1000 visiteurs de diverses catégories devraient visiter les stands pendant les 3 jours que durera l'événement et au moins 180 personnes composées d'étudiants, de professionnels, d'usagers et autres participants devraient suivre les débats et conférences prévus chaque jour

IV- THEMES DES CONFERENCES ET DEBATS

Les débats et conférences s'organiseront autour du thème général de **'MICROFINANCE ET INCLUSION FINANCIERE AU BURUNDI'**. L'objectif affirmé est de sonder la responsabilité de la microfinance dans la prise en compte de toutes les couches sociales et de tous les secteurs de l'économie par l'intermédiation financière. sept (07) thèmes ont été choisis:

1^{ère} thème: Environnement de la microfinance au Burundi

Objectif : cerner l'environnement de la microfinance au Burundi à travers son cadre réglementaire et la supervision de la microfinance, historique, ses enjeux, ses atouts et ses contraintes. Comparer le secteur à celui de quelques autres pays ou régions à travers les exposés des acteurs issus de ces pays. Parler des projets encours d'amélioration du cadre réglementaire.

2^{ème} thème: Etat des lieux de l'inclusion financière au Burundi et expériences d'ailleurs

Objectif : Evaluer l'état des lieux de l'inclusion financière au Burundi, quels sont les défis, les contraintes et les solutions à y apporter. Les expériences des autres pays pour réussir l'inclusion financière seront également partagées

3^{ème} thème: Problématique du refinancement des IMFs

Objectifs : Comment se fait le refinancement des IMFs: défis, contraintes et solutions à y apporter. Quelles sont les autres alternatives de refinancement possibles?

4^{ème} thème: Problématique du développement de nouveaux produits ruraux et l'inclusion financière

Objectif : La microfinance réussira-t-elle l'inclusion financière? Les services offerts sont-ils adaptés aux besoins et sont-ils bien appliqués? Quels les principaux obstacles à l'efficacité de leur action?.

5^{ème} thème: Microfinance et autonomisation des jeunes et des femmes.

Objectif : Il sera question de partager quelques expériences entreprises au profit des jeunes et des femmes: Problèmes rencontrés, perspectives, etc.

6^{ème} thème: Qualité du portefeuille et problématique de la gestion des risques en microfinance

Objectif: Quelle est la situation en matière de la qualité du portefeuille? Quelle est l'effet de la crise dans la détérioration de la qualité du portefeuille? Quelles sont les stratégies envisagées pour gérer les risques ?

7^{ème} table ronde : Microfinance et objectifs du développement durable.

Objectif: Quelles sont les futurs axes d'intervention en microfinance en rapport avec les objectifs du développement durable? Quels sont les défis et les stratégies à envisager pour gérer les risques ?